Réalisme contre marxisme : le problème qui rend les socialistes fous | Dr Pascal Lottaz

Le marxisme a-t-il jamais apporté une véritable réponse au réalisme ? L'école réaliste considère que la division de l'humanité en États distincts engendre des conflits, quelle que soit l'idéologie de ces États. En 2011, le théoricien Andrew Davenport a soutenu que le marxisme ne s'était jamais vraiment confronté à cette thèse et que cette lacune remontait à Marx lui-même. Nous passons en revue l'argument réaliste, la réponse marxiste, la contradiction du Manifeste du parti communiste, août 1914 et quatre tentatives de chercheurs marxistes pour réparer les dégâts. Nous examinons ensuite ce qui s'est passé au cours des quinze années écoulées depuis : le débat sur la « multiplicité », la querelle entre marxistes au sujet de l'Ukraine et de la rivalité entre les États-Unis et la Chine, ainsi que le nouveau livre de Davenport, Capital and the International (2026). Soutenez notre travail : Substack : https://pascallottaz.substack.com Boutique : https://neutralitystudies.com/shop Faire un don : https://neutralitystudies.com/donate Chapitres : 0:00 Pourquoi des communistes ont-ils combattu d'autres communistes ? 1:04 Le réalisme : pourquoi la guerre revient sans cesse 2:22 Le marxisme : les classes, pas les nations 3:10 Le défi : le capitalisme ou les États ? 4:25 L'angle mort de Marx 5:53 Quatre tentatives pour réparer les dégâts 7:56 La proposition de Davenport 8:42 Quinze ans plus tard SOURCE PRINCIPALE Andrew Davenport, « Le marxisme en relations internationales : condamné à un destin réaliste ? », European Journal of International Relations 19 (1), 2013, pp. 27–48 (première publication en ligne en 2011). DOI : 10.1177/1354066111416021 #Marxism #Realism #InternationalRelations

#Pascal Lottaz

En février mille neuf cent soixante-dix-neuf, les troupes chinoises ont franchi la frontière vietnamienne. Quelques semaines plus tôt à peine, le Vietnam avait lui-même envahi le Cambodge. Bien sûr, les guerres entre voisins n'ont rien d'inhabituel. Ce qui est remarquable dans ces deux guerres, c'est l'identité des belligérants. Les trois gouvernements arboraient le drapeau rouge. Tous trois étaient dirigés par des partis qui se disaient marxistes, et tous trois se réclamaient d'une tradition remontant à un manifeste qui se termine par ces mots : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » La question est donc de savoir pourquoi ces États ouvriers se tiraient dessus. On peut invoquer la trahison ou de mauvais dirigeants, et, dans chaque cas particulier, cette explication peut même être juste. Mais il existe une possibilité plus dérangeante : que la division de l'humanité en États distincts soit plus forte que n'importe quelle révolution, quelle que soit la couleur du drapeau. C'est précisément ce que soutient depuis très longtemps l'école réaliste des relations internationales. Et en deux mille onze, le théoricien Andrew Davenport s'est demandé si le marxisme avait jamais su y apporter une véritable réponse.

#Pascal Lottaz

Son article s'intitule « Marxism in IR: Condemned to a Realist Fate? ».

#Pascal Lottaz

Le réalisme repose sur trois postulats.

#Pascal Lottaz

Premièrement, les relations internationales sont, par nature, conflictuelles. Deuxièmement, l'unité de base de la vie sociale, c'est le groupe. L'être humain est, comme l'a dit un penseur réaliste, une espèce tribale. Et troisièmement, ce qui anime, en dernière analyse, la vie politique, c'est la recherche du pouvoir et de la sécurité. Les groupes eux-mêmes changent. Il y a eu les tribus, puis les cités-États, les royaumes et les empires, et aujourd'hui, il y a les États-nations. Ce qui ne change pas, selon le réalisme, c'est le conflit entre ces groupes. Davenport explique pourquoi cette vision est plus profonde qu'il n'y paraît. Toute communauté politique fait deux choses à la fois. À l'intérieur, elle crée de l'unité. Les gens partagent les mêmes lois et le même gouvernement, et disposent ainsi, au moins, de la possibilité de mener une vie décente.

Cependant, l'acte même qui crée l'intérieur crée aussi l'extérieur. L'un ne va pas sans l'autre. Et à l' extérieur, entre les communautés, personne n'est aux commandes. Les réalistes appellent cette situation l'anarchie, qu'il ne faut pas confondre avec le chaos. Cela signifie simplement qu'il n'existe aucune autorité au-dessus des États et que chacun doit donc, en fin de compte, assurer sa propre survie. Tout cela laisse entrevoir une réalité assez sombre. L'ordre que nous construisons chez nous est précisément ce qui produit le désordre à l'extérieur. La guerre ne revient pas à cause de telle ou telle idéologie. Elle revient parce que la vie politique est organisée ainsi.

Le marxisme raconte l'histoire en partant du point de vue opposé. Pour Marx, les acteurs qui comptent dans l'histoire sont les classes, pas les nations. La ligne de conflit décisive sépare ceux qui possèdent de ceux qui travaillent. Elle traverse donc aussi bien l'Allemagne que la France. Dans cette lecture, l'État est un instrument de domination de classe, et les guerres naissent de la concurrence entre capitalistes pour les marchés. Les travailleurs, eux, sont exploités à peu près de la même manière partout et n'ont donc aucune véritable raison de se soucier du drapeau qui flotte au-dessus de leur usine. Si le capitalisme disparaît, les causes de la guerre disparaissent avec lui. En réalité, Marx visait quelque chose de plus vaste que la paix.

Il voulait la liberté humaine, c'est-à-dire une humanité qui gouverne enfin consciemment sa propre vie collective, au lieu d'être ballottée par des forces qu'elle a créées mais qu'elle ne maîtrise pas. Maintenant, mettons les deux récits côte à côte. Dès mille neuf cent cinquante-neuf, le réaliste Kenneth Waltz posait une question très simple à la tradition socialiste : pour obtenir la paix, faut-il détruire le capitalisme ou les États ? Ou faut-il que les deux disparaissent ? Imaginez que la

révolution ait réussi partout. L'exploitation a pris fin. Pourtant, regardez cette carte. On y voit encore de nombreuses communautés distinctes, chacune occupant son propre territoire et contrôlant ses propres ressources.

Ces communautés se comportent désormais les unes envers les autres comme des propriétaires privés, et les nations dans cette situation ne peuvent que se préoccuper de leurs propres intérêts. Un monde de nations socialistes reste un monde de nations. Si l'on repense à mille neuf cent soixante-dix-neuf, c'est à peu près ce qu'on a vu. Voilà pourquoi Davenport prend le réalisme si au sérieux. Derrière tous les discours sur l'équilibre des puissances, le message réaliste, c'est qu'à l'échelle de l' humanité tout entière, personne n'est aux commandes. Il n'y a jamais eu de sujet mondial unique qui décide pour tout le monde. Si cette situation ne peut pas changer, alors la liberté selon Marx s' arrête à la frontière. Et pour une théorie de l'émancipation humaine, ce n'est pas une mince concession. Pour être juste, les réalistes n'ont rien expliqué de tout cela non plus.

Ils ne nous expliquent pas pourquoi l'humanité est divisée en de multiples sociétés. Ils partent simplement de ce constat. Quoi qu'il en soit, le fait est là. Davenport relève déjà ce problème chez Marx lui-même. Prenez le Communist Manifesto, par exemple. À un endroit, il affirme : « Les ouvriers n'ont pas de patrie. » Mais quelques pages plus loin, il dit que le prolétariat de chaque pays doit avant tout en finir avec sa propre bourgeoisie. Alors, qu'en est-il ? Étonnamment, les deux sont vrais. La classe ouvrière est censée se situer au-delà de la nation et, en même temps, elle y est liée, puisque c'est là qu'elle doit mener son combat. Marx ne nous explique jamais comment ces deux idées s'articulent.

L'explication tient à la différence entre le contenu et la forme. Imaginez l'État comme un contenant. Marx analysait très bien ce qu'il y a à l'intérieur : les lois, les partis et les luttes autour des choix politiques. Il a montré à quel point tout cela se ramène aux intérêts économiques et aux classes sociales. Ce qu'il n'a pas examiné, c'est le contenant lui-même. Pourquoi la vie politique s'organise-t-elle dans des communautés délimitées, et pourquoi y en a-t-il plusieurs, chacune avec un intérieur et un extérieur ? Davenport appelle cette forme « le politique », et c'est précisément là-dessus que le réalisme fonde toute son argumentation. Le prix en a été payé en août mille neuf cent quatorze. Pendant des années, les partis socialistes européens avaient promis qu'ils ne permettraient pas qu'on envoie les ouvriers s'entretuer.

Puis la guerre est arrivée, et les sociaux-démocrates allemands, qui formaient le plus grand parti socialiste au monde, ont voté à l'unanimité les crédits de guerre. Les partis français et belge ont eux aussi soutenu leurs gouvernements. La contradiction présente depuis le début dans le Manifesto avait fini par éclater au grand jour. Depuis, les théoriciens marxistes tentent de réparer les dégâts, mais Davenport retrouve la même lacune dans chacune de leurs tentatives. La première, c'est la nouvelle théorie de l'impérialisme. Selon elle, la politique mondiale obéit à deux logiques : une logique capitaliste, où les entreprises se font concurrence, et une logique territoriale, où les États rivalisent entre eux. Son auteur lui-même reconnaît que cela laisse une part de réalisme au sein de l' analyse marxiste. Mais d'où vient cette logique territoriale ?

La théorie ne le dit pas. C'est simplement posé comme tel. La deuxième approche s'inscrit dans la lignée d'Antonio Gramsci. Selon lui, les réalistes traitent l'État comme une boule de billard : un bloc plein, homogène de part en part. Les gramsciens l'ouvrent pour mettre au jour les forces sociales qui s'affrontent à l'intérieur. Ils décrivent une forme de direction qui repose davantage sur le consentement que sur la force, et qu'ils appellent l'hégémonie. La difficulté, c'est que ces concepts ont été élaborés pour analyser la politique à l'intérieur d'un seul pays. Dès qu'on les étend à l'échelle mondiale, on présuppose déjà une séparation entre le national et l'international. La troisième approche, connue sous le nom de marxisme politique, explique les différents types d'États par les rapports de classe, c'est-à-dire en posant la question de savoir qui prélève le surplus, sur qui et comment.

Pourtant, une communauté politique ne tient pas seulement par la domination, car les gens coopèrent aussi et acceptent l'autorité. Et la lutte des classes se déroule toujours quelque part, dans un espace qui existe déjà. D'où le verdict plutôt sec de Davenport : les marxistes politiques n'ont pas de théorie du politique. La quatrième tentative est la plus ambitieuse. Elle reprend une idée de Trotsky, celle du développement inégal et combiné. Les sociétés ne se développent jamais seules, ni au même rythme. Elles font pression les unes sur les autres, s'imitent et en sortent transformées. La multiplicité des sociétés se trouve ainsi placée au cœur même de la théorie. Pourtant, si l'on demande pourquoi il existe plusieurs sociétés au départ, on nous répond qu'historiquement, il en a toujours été ainsi. C'est un fait, mais un fait n'est pas encore une explication.

Le point de départ réaliste a reçu un fondement sociologique, mais ce n'est pas pour autant qu'il a été dépassé. Les quatre tentatives se retrouvent donc devant la même porte. Si nous ne pouvons pas dire ce qu'est une chose, nous ne pouvons même pas commencer à imaginer à quoi ressemblerait une autre. Que propose donc Davenport ? Il veut refaire ce que Marx a fait, mais dans un domaine que Marx a laissé de côté. Marx n'a pas rejeté les concepts des économistes de son époque — la valeur, la marchandise et le capital —, mais il ne les a pas non plus simplement acceptés. Il n'a cessé de les interroger jusqu'à ce qu'ils cessent d'apparaître comme des faits de nature et se révèlent être des constructions élaborées par les êtres humains à un moment précis de l' histoire. Il faut maintenant faire de même avec les concepts fondamentaux de la pensée politique : la souveraineté, le droit et le territoire. Comment les êtres humains en sont-ils venus à se constituer en souverains ?

Comment la surface de la Terre a-t-elle été transformée en espace politique ? Tant que nous ne comprendrons pas comment cette forme est apparue, nous ne serons pas en mesure de nous demander s'il pourrait en être autrement. Et c'est là que s'achève l'article de deux mille onze. Il nous dit ce qui manque et où chercher, mais il ne nous donne pas la théorie elle-même. C'était il y a quinze ans, et trois choses se sont produites depuis. D'abord, la quatrième tentative est devenue un programme de recherche à part entière. Ce programme soutient que le véritable objet des relations internationales, c'est le fait que le monde humain se compose de nombreuses sociétés qui coexistent et interagissent. C'est ce qu'on appelle la multiplicité. Là où l'anarchie décrit la sphère internationale

par ce qui en est absent, à savoir un gouvernement, la multiplicité la décrit par ce qui est présent : l' interaction, la combinaison et le développement.

Davenport n'était pas convaincu. Passer de la politique à la sociologie, répondait-il, donne des relations internationales une image plus sympathique, mais laisse intact le plus difficile : le conflit, la tragédie et la répétition dont parle le réalisme. Selon lui, la multiplicité complète l'anarchie sur le plan sociologique, plutôt qu'elle ne la dépasse sur le plan théorique. Ensuite, le monde réel a fait irruption. En février deux mille vingt-deux, la Russie a envahi l'Ukraine, et la rivalité entre les États-Unis et la Chine s'est durcie, devenant ce que beaucoup appellent aujourd'hui une nouvelle guerre froide. La politique des grandes puissances était de retour, et les marxistes devaient se prononcer. Leurs propos montrent que le diagnostic de Davenport était bien plus qu'une curiosité universitaire.

Un camp accuse l'autre de parler de la Chine et des États-Unis comme si les États et le capital ne faisaient qu'un, et de troquer l'analyse marxiste contre un récit réaliste opposant l'Occident au reste du monde. L'autre camp répond que la théorie marxiste de l'impérialisme fait tout simplement écho au réalisme structurel. C'est le retour du moment réaliste, sauf que, cette fois, c'est une véritable guerre qui sert de cas d'épreuve. Et personne n'a toujours expliqué d'où vient la logique territoriale. Troisièmement, et c'est une évolution à laquelle je ne m'attendais pas, Davenport a maintenant écrit le livre que son article appelait de ses vœux. Il est paru cet automne sous le titre Capital and the International.

Le livre s'ouvre sur un constat qui paraît simple une fois qu'on l'a formulé. Pour la première fois dans l'histoire, il existe un espace économique unique qui couvre la planète entière — le marché mondial capitaliste — et un espace politique unique qui couvre lui aussi toute la planète — le système des États souverains. La question est donc de savoir pourquoi ces deux espaces vont de pair. Si l'on parcourt un atlas historique de la première à la dernière page, explique-t-il, on voit les espaces politiques s'étendre, passant de quelques cités éparses à un monde où les frontières se rejoignent partout. Ce devrait être le récit de l'autodétermination humaine parvenant à son aboutissement.

Pourtant, ce qui en ressort au bout du compte est vécu comme tout le contraire : un système fermé, régi par la nécessité, où chaque État ne peut que tenter de survivre. La souveraineté était le principe de la liberté et, à l'échelle du monde entier, elle s'est transformée en piège. D'où sa question : pourquoi le politique produit-il l'international ? Son verdict sur le marxisme est plus sévère qu'en deux mille onze. Il en conclut désormais que le marxisme n'a pas de théorie de la souveraineté, et qu'il ne peut pas en avoir, parce qu'il explique le monde sous l'angle économique. Or, sous cet angle, il est tout simplement impossible de comprendre la frontière entre l'intérieur et l'extérieur. Ce qu'il propose à la place n'est plus, de son propre aveu, un raisonnement marxiste, même s'il passe par Marx.

Si je peux résumer la thèse de façon brutale, la valeur et la souveraineté ont la même structure. Chacune trace une ligne entre un dedans et un dehors, et chacune, par cette ligne, étend son emprise sur le monde entier. Un ordre souverain existe en excluant ce qui n'entre pas dans son

cadre, et son autorité est illimitée précisément parce que c'est lui qui décide où passe la limite. Voilà comment le marché mondial et le système des États peuvent tous deux être universels tout en dépendant d'une frontière. La question posée dans le titre de l'article a donc reçu une réponse de son propre auteur. Le marxisme, en tant que tradition, n'y échappe pas. Ce qui pourrait y échapper, selon lui, c'est une forme de théorie qui conserve la méthode de Marx et renonce à prendre l' économie comme point de départ.

Tout cela compte bien au-delà des salles de séminaire et du marxisme. Nous avons une seule économie mondiale, un seul climat et un peu moins de deux cents États souverains. Quiconque espère que l'humanité puisse agir de concert sur quoi que ce soit, qu'il s'agisse des émissions de carbone, des pandémies ou des armes nucléaires, se heurte au mur que décrit Davenport. Alors, la division du monde en communautés distinctes et rivales est-elle un fait de nature, ou est-ce nous qui l'avons créée, auquel cas nous pourrions peut-être créer autre chose ? Le réalisme nous dit que c'est notre destin. Davenport affirme que la frontière qui nous divise et le marché qui nous relie sont faits de la même matière. Est-ce que cette idée tient la route ? C'est une question sur laquelle j'aimerais revenir à l'avenir.

#Pascal Lottaz

Merci de votre attention.